



L'HÉTAIRIE

Le combat des idées à gauche

Bamidele ALY

historienne de
l'économie,
spécialiste de l'histoire
monétaire de l'Afrique
de l'Ouest anglophone, la
diaspora nigérienne en
Europe et en Afrique de
l'Ouest et le
développement
économique de l'Afrique

Troisième mandat Buhari au Nigéria : la tragique répétition de l'histoire

Le 16 février 2019 devaient se tenir le premier tour des élections présidentielles au Nigéria. Ce jour-là, les citoyens nigériens devaient également élire les membres de la *National Assembly*, composée des 109 membres du Sénat et des 360 membres de la Chambre des représentants. Mais, dans la nuit du 15-16 février, lors d'une conférence de presse, la Commission électorale a annoncé le report des élections d'une semaine car les conditions de transparence et de sécurité n'étaient pas réunies. A titre d'exemple, certains Etats n'avaient pas reçu de bulletins de vote.

En conséquence, les élections présidentielles et celles de la *National Assembly* ont été différées au 23 février ; quant à celles des gouverneurs et de la *State Assembly*, elles aussi reportées d'une semaine, elles se tiendront le 9 mars 2019. Cette décision a été critiquée par les membres des deux principaux partis et des représentants de la société civile ; ils craignent en effet que les résultats des élections soient détournés au profit du président sortant. Déjà en 2015, les élections avaient été retardées de plusieurs semaines, ce que n'avait manqué de [désapprouver](#) avec véhémence le candidat Muhammadu Buhari.

D'ailleurs, lors d'une [conférence de presse](#) tenue le 16 février, ce dernier s'est déclaré déçu de ce report des élections, signalant la charge financière qui pèse sur les citoyens retournant à leurs frais dans leur Etat d'origine pour pouvoir voter, mais également pour les observateurs internationaux présents dans le pays. L'homme avait officialisé sa candidature à l'issue de primaires tenues en septembre dernier au sein du parti *All Progressives Congress* (APC), sollicitant ainsi le renouvellement de son mandat.

L'élection présidentielle du 23 février dernier a donc donné lieu à la réélection au premier tour du président sortant Muhammadu Buhari, avec 56% des voix, ainsi que l'a annoncé la Commission électorale, le mardi 26 février. Face à lui, une dizaine d'autres candidats étaient également en lice. Parmi ceux considérés comme les plus importants, citons :

- **Atiku Abubakar**, candidat du parti PDP (*People's Democratic Party*), un Peul de l'Etat d'Adamawa, homme d'affaires et ancien douanier, ancien membre de l'APC et ancien vice-président de 1999

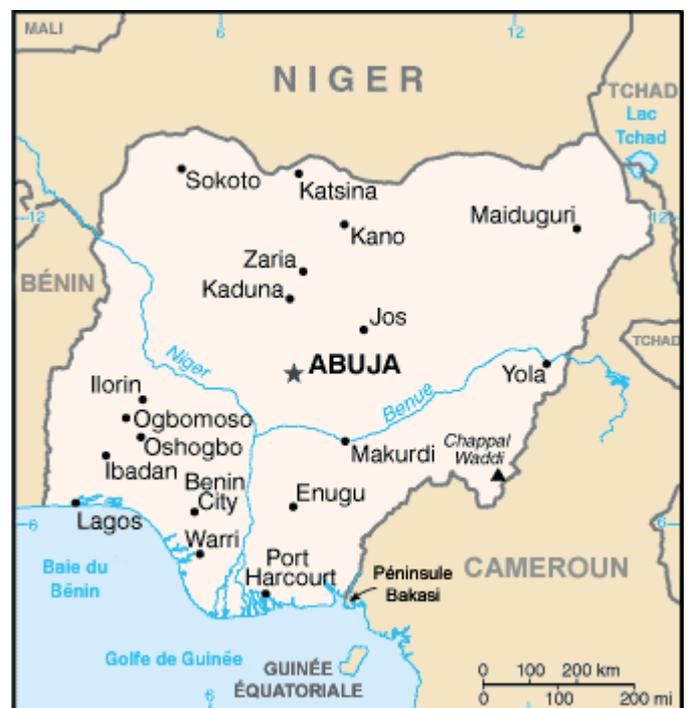
à 2007 sous la présidence d'Olusegun Obasanjo ;

- **Kingsley Chiedu Moghalu**, un Igbo, enseignant à la *Tufts University Fletcher School of Law and Diplomacy* aux États-Unis, ancien adjoint du gouverneur de la Banque centrale du Nigéria ;
- **Donal Duke**, ancien gouverneur de l'Etat de Cross Rivers ;
- **Oby Ezekwesili**, seule femme initialement candidate à cette élection, native de l'État d'Anambra, ministre de l'Education lors du second mandat d'Olusegun Obasanjo, et à l'initiative du mouvement #BringBackOurGirls sur les réseaux sociaux à la suite de l'enlèvement des lycéennes de Chibok par Boko Haram. Mais elle s'est retirée de la course des élections présidentielles le 24 janvier pour apporter son soutien aux autres candidats dans le but de mettre fin au règne de l'alternance APC et PDP au pouvoir.

Le principal opposant au président sortant était l'ancien vice-président Atiku Abubakar, qui aurait recueilli 41% des voix mais a indiqué rejeter les résultats de l'élection. Il est vrai que pèsent depuis de longs mois de sérieuses craintes quant à la réalité du caractère démocratique et de la transparence selon les critères internationaux de cette élection. À titre d'exemple, début janvier 2019, l'INEC (*Independent National Electoral Commission*) a nommé Amina Zakari, nièce de Buhari, en qualité de responsable du décompte des voix, cela en dépit des critiques des membres du PDP ainsi que d'autres Nigériens.

De même, le chef de l'Etat a subi de vives critiques pour avoir suspendu le président de la Cour suprême, *Chief Justice* Walter Onnoghen, quelques semaines à peine avant des élections législatives. Une décision unilatérale largement condamnée comme tyrannique et inconstitutionnelle. Buhari a défendu son initiative sur Twitter, affirmant que les accusations de corruption contre le Juge Walter Onnoghen - accusé de ne pas avoir fait état de comptes bancaires en devises étrangères - étaient « *graves* ». Or, le président de la Cour suprême est l'une des personnes les plus importantes du système démocratique dans la mesure où lui incombent de confirmer et d'authentifier les résultats du scrutin présidentiel.

Pourtant, depuis la fin de la dictature militaire en 1999, ces élections représentent un tournant mouvementé sans précédent dans la courte histoire de la Fédération du Nigéria, marquée par la crise économique, des mouvements indépendantistes de plus en plus prégnants dans la région du Delta (au sud-est du Nigéria), et plus encore dans la partie du sud-ouest avec le



mouvement *Oduduwa Republic* ou *Yolicom (Yoruba Liberation Command)* en faveur d'une sécession du peuple yoruba du reste de la Fédération nigériane.

Muhammadu Buhari, ancien militaire, a été élu en 2015 sur la promesse de réduire les inégalités et la corruption, d'améliorer la sécurité des citoyens en ramenant notamment les lycéennes de Chibok et d'éradiquer Boko Haram, soit tout ce que son prédécesseur Goodluck Jonathan n'avait pu accomplir au cours de son dernier mandat. Toutefois, sous sa présidence, la situation économique s'est détériorée tandis que le président a fragilisé les institutions politiques et démocratiques du pays auxquelles les bailleurs de fonds internationaux faisaient confiance. Du fait de cette gestion économique et monétaire du pays, nombre d'investisseurs étrangers ont fui.

Qui est le président Buhari ?

Muhammadu Buhari a effectué l'essentiel de sa carrière au sein de l'appareil militaire. Il est né dans une famille peule en 1942, dans l'État actuel de Katsina. Néanmoins, des doutes persistent quant à son âge réel d'autant que, pendant la période coloniale, les certificats de naissance n'existaient pas. Or, les longues absences au début de son mandat pour cause de soins médicaux à Londres, sans qu'un diagnostic ne soit jamais révélé, ont renforcé ces interrogations. Elles sont également alimentées par le fait qu'il ait obtenu, d'après sa biographie officielle, l'équivalent du certificat d'études lui permettant de suivre une scolarité à l'école militaire « *Nigerian Military Training College* » dès l'âge de 19 ans, bien qu'il n'ait pas été en mesure de produire ledit certificat. Des doutes persistent également sur ses origines et celles de sa famille : des rumeurs affirment qu'il serait en réalité originaire du Niger ou du Tchad, notamment au regard de sa maîtrise du peule.

Mais Muhammadu Buhari s'est surtout fait connaître des Nigériens par sa participation au contre-coup de juillet 1966, mené par le lieutenant-colonel Murtala Muhammed pour renverser le général Aguiyi Ironsi. Il s'est ensuite illustré pendant la guerre civile contre la région sécessionniste du Biafra. Alors lieutenant-colonel, Buhari fait partie d'un groupe d'officiers ayant renversé le chef de l'État, le général Yakubu Gowon, en 1975. Du 1^{er} août 1975 au 3 février 1976, il occupe le poste de gouverneur de la région du Nord-Est et doit superviser les améliorations sociales, économiques et politiques dans cet État.

Par la suite, Buhari exerce brièvement les fonctions de gouverneur de l'État de Borno en février 1976. En mars de la même année, le chef d'État, le

Mais Muhammadu Buhari s'est surtout fait connaître des Nigériens par sa participation au contre-coup de juillet 1966 pour renverser le général Aguiyi Ironsi

général Olusegun Obasanjo, le nomme au poste de ministre en charge du Pétrole et des Ressources naturelles ; il occupe cette fonction ministérielle jusqu'en 1979. Lors de la création de la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC) en 1977, Buhari récupère la présidence de l'entreprise, poste qu'il occupe jusqu'en 1978. Au cours de son mandat de commissaire, 2,8 milliards de dollars auraient disparu des comptes de la NNPC. L'ancien président Ibrahim Babangida a accusé Buhari de cette fraude.

Premier Mandat de Buhari (31 décembre 1983 – 27 août 1985)

Après la guerre civile (1967-1970), le Nigéria traverse une période de forte inflation. Les autorités monétaires tentent, tant bien que mal, de mettre en place des mesures pour réduire les pressions inflationnistes. Leur objectif consiste également à ralentir la détérioration de la balance des paiements et la rapide croissance du service de la dette externe.

Le 31 décembre 1983, alors officier général commandant de la 3^e division blindée de Jos, Muhammadu Buhari organise un coup d'État pour renverser le premier gouvernement civil et le premier président démocratiquement élu de la Seconde République, Shehu Shagari, un peul de l'Etat de Sokoto.

À son arrivée au pouvoir, le Naira, la monnaie nigériane, est surévaluée. Mais, au cours du premier mois de sa prise de pouvoir, Muhammadu Buhari tente de consolider sa présidence et de garder le soutien des militaires en rendant visite aux casernes. Pourtant, l'économie et le règlement de la dette extérieure auraient dû figurer parmi ses priorités. En effet, le Nigéria est fortement endetté et subit de plein fouet la chute des cours du Brent.

Le gouvernement militaire fédéral poursuit les mesures rigoureuses de l'administration précédente visant à contrôler la masse monétaire en circulation. Bien que le système des dépôts avant importation ait été supprimé en mai 1984 (après une période de quasi-gel des importations), le système de contrôle avant expédition est étendu à toutes les marchandises importées dont la valeur dépasse 1.000 nairas. Les taux d'intérêt sur les dépôts sont relevés de 1,5 à 2%, à la différence des taux de prêt afin d'encourager l'épargne et l'investissement dans les ressources productives.

Malgré le décret 2 (sécurité de l'État) imposant aux officiers corrompus un mandat de 21 ans, le décret 4 (loi anti-presse odieuse), la campagne de lutte contre l'indiscipline (« *War Against Indiscipline* »), le mécanisme strict de perception des impôts, l'approbation sélective des licences d'importation, la réduction des dépenses travailleurs, les accords de compensation, 44% des recettes extérieures consacrées au paiement des dettes, le taux de croissance de

Le 31 décembre 1983, Muhammadu Buhari organise un coup d'État pour renverser le premier gouvernement civil et le premier président démocratiquement élu de la Seconde République

l'économie reste faible et la répression des groupes populaires s'intensifie. Pour Muhammadu Buhari, la crise économique a entraîné la corruption et le manque de discipline. C'est dans ce contexte qu'il a cherché à poursuivre ces deux objectifs avec détermination, en ignorant toutes les pressions exercées notamment par le Fonds monétaire international pour que le Nigéria dévalue sa monnaie afin de contracter des emprunts à court terme ou à taux réduit.

Indicateurs macroéconomiques

	1983	1984	1985
PIB réel (milliards de nairas)	13 665,93	13 516,07	14 802,67
<i>Variation du PIB réel en %</i>	(7,05)	(1,10)	9,52
Variation de la demande intérieure en %	(14,85)	(10,60)	9,60
<i>Variation de la consommation privée en %</i>	(2,73)	4,29	9,42
<i>Variation de la consommation du gouvernement en %</i>	2,28	2,23	2,18
<i>Capital fixe brut, variation en %</i>	(34,42)	(36,00)	(5,60)
Variation des exportations de biens et services en %	(7,67)	10,27	8,46
Variation des importations de biens et services en %	(35,27)	(30,90)	7,85
Variation du solde extérieur net du PIB en %	8,24	8,91	1,33
Prix du pétrole au comptant du Brent (\$ / bbl, moyenne)	29,78	28,74	27,61
DTS / \$, fin de période	0,96	1,02	0,91
Variation du prix mondial des matières premières en %	4,74	(0,61)	(10,23)
Variation des prix mondiaux des produits manufacturés en %	(1,92)	(1,78)	(0,83)
Revenus du gouvernement fédéral (milliards de nairas)	6,27	7,27	10,00
Variation des revenus du gouvernement fédéral en %	7,78	15,87	37,62
Dépenses du gouvernement fédéral	9,64	9,93	13,04
Variation des dépenses gouvernementales en %	(19,18)	3,02	31,36
Dette gouvernementale (milliards de nairas)	32,80	40,48	45,25
<i>Dette intérieure du gouvernement</i>	22,22	25,67	27,95
<i>Dette extérieure du gouvernement</i>	10,58	14,81	17,30

Source: IIF

Le 23 avril 1984, le nouveau gouvernement militaire fait modifier les couleurs des billets de banque existants dans le but de mettre fin au trafic de billets de naira au détriment de l'économie. À cet effet, il décrète la fermeture des frontières et les citoyens peuvent uniquement changer 5.000 anciens nairas en nouvelle monnaie; ils doivent déposer le reste de leur argent sur un compte en banque. Les résultats escomptés n'adviennent pas car les principales victimes de cette démonétisation sont les petits commerçants et les chauffeurs de taxi, incapables de thésauriser de l'argent à l'étranger.

Déposé par un coup d'Etat militaire en août 1985 au profit du général Ibrahim Babangida, il se présente en vain aux élections présidentielles de 2003 contre le général Olusegun Obasanjo. En avril 2007, il se présente à nouveau comme candidat de *All People's Party* puis, en mars 2008, fait appel à la Cour

suprême pour annuler l'élection d'Umaru Musa Yar'Adua en raison d'un processus électoral défaillant.

Bilan du deuxième mandat de Buhari

Lorsque Buhari prend les rênes du pays pour la deuxième fois, le 29 mai 2015, son élection démocratique, deux mois auparavant, suscite nombre d'espoirs notamment pour éradiquer la corruption et améliorer le quotidien des citoyens nigériens. Des mesures effectives, à l'instar d'une distribution plus régulière de l'électricité pour améliorer la production des sites industriels et donc l'industrialisation du pays, ou la poursuite des plans pour une économie sans argent liquide, entamés par le gouvernement précédent, sont attendues.

6

La devise nationale est forte par rapport aux autres devises internationales-clés lors des premiers mois de son mandat. Mais ces taux de change ne s'avèrent pas soutenables sur le long terme en raison de la chute des prix du pétrole, une ressource dont le Nigéria tire environ 90% de ses revenus à l'exportation.

Un certain attentisme caractérise les débuts de son mandat, laissant entendre son indisposition à gouverner, comme le lui reprocheront ses opposants. Il met par exemple plusieurs mois avant de former un gouvernement, s'ingéniant à critiquer les méfaits de l'administration précédente pour détourner l'attention de ses concitoyens des défis auxquels il aurait dû faire face.

En outre, la situation macroéconomique mondiale ne soutient pas les plans de relance de l'économie : les prix mondiaux du pétrole s'inscrivent à la baisse et s'installe une pénurie chronique de l'essence dans le pays pourtant denrée essentielle qui sert non seulement pour les véhicules motorisés mais également à alimenter les générateurs des particuliers, des entreprises et des bâtiments de la fonction publique, étant donné la faible fiabilité du réseau électrique.

Pendant plusieurs mois, l'histoire du premier mandat de Muhammadu Buhari semble se répéter. En effet, le gouvernement refuse de dévaluer le naira, faisant fuir les investisseurs étrangers ; c'est ainsi que JP Morgan retira le Nigéria de son indice obligataire des marchés émergents en septembre 2015. Ce n'est qu'en juin 2016 que la Banque Centrale du Nigéria se résout enfin à dévaluer le Naira en imposant un contrôle des capitaux et un taux de change fixe artificiel par rapport à l'économie réelle et aux principales devises tels que le dollar et l'euro.

Un certain attentisme caractérise les débuts de son mandat : il met par exemple plusieurs mois avant de former un gouvernement, s'ingéniant à critiquer les méfaits de l'administration précédente pour détourner l'attention de ses concitoyens

Les entrepreneurs ont alors recours aux marchés parallèles des devises pour importer des ressources nécessaires à leur commerce ou la production de biens et services, ce qui réduit d'autant plus la productivité et la production des biens et services du pays, avec en arrière-plan une liste de produits interdits à l'importation. Une devise plus faible aurait dû supporter l'économie mais la diversification de l'économie tant attendue sera plus lente que prévue à cause des inefficiences structurelles et de la faiblesse des institutions qui ont affecté le pays depuis la première République de 1963.

Indicateurs macroéconomiques	2015	2016	2017	2018e	2019e
PIB réel (milliards de nairas)	69 780,69	68 652,43	69 205,69	70 383,43	72 771,84
Variation du PIB réel en %	2,65	(1,62)	0,81	1,70	3,39
Variation de la demande intérieure en %	(0,06)	(6,12)	(1,51)	2,33	1,87
Variation de la consommation privée en %	1,45	(5,73)	(0,95)	2,09	4,06
Variation de la consommation du gouvernement en %	(11,90)	(15,12)	(7,99)	(0,69)	3,51
Capital fixe brut, variation en %	(1,32)	(4,84)	(2,98)	2,81	5,35
Variation des exportations de biens et services en %	0,09	11,53	8,74	1,20	8,30
Variation des importations de biens et services en %	(25,68)	(10,36)	4,75	6,50	6,23
Variation du solde extérieur net du PIB en %	2,70	3,51	2,02	(0,12)	1,92
Prix du pétrole au comptant du Brent (\$ / bbl, moyenne)	52,37	44,05	54,39	72,00	70,00
DTS / \$, fin de période	1,39	1,34	1,42	1,40	1,44
Variation du prix mondial des matières premières en %	(15,77)	(2,56)	5,52	0,41	(1,07)
Variation des prix mondiaux des produits manufacturés en %	(2,26)	(5,16)	1,48	1,88	1,33
Revenus du gouvernement fédéral (milliards de nairas)	3 057,00	2 129,20	2 418,20	3 435,00	4 055,00
Variation des revenus du gouvernement fédéral en %	(4,38)	(30,35)	13,57	42,05	18,05
Dépenses du gouvernement fédéral	5 406	4 965	7 564	8 246	8 721
Variation des dépenses gouvernementales en %	34,71	(8,16)	52,35	9,02	5,76
Dette gouvernementale (milliards de nairas)	10 948,50	14 537,10	18 377,00	25 934,68	34 706,63
Dette intérieure du gouvernement	8 837,00	11 058,20	12 589,50	16 363,61	20 374,24
Dette extérieure du gouvernement	2 111,50	3 478,90	5 787,50	9 571,08	14 332,39

Source: IIF

e= estimations

Même si les revenus de la Fédération continuent de croître en raison de l'augmentation sensible du prix du baril du pétrole, les dépenses et la dette ne cessent d'augmenter, ce qui pèsera sur les futurs plans de relance et de diversification de l'économie professés par les deux principaux candidats.

Le facteur démographique nigérian : une bombe à retardement

D'après les informations de la CIA., le Nigéria est l'Etat de l'Afrique de l'Ouest le plus peuplé avec une population estimée à 203 452 505 habitants en juillet 2018, et une mosaïque de peuples composée d'environ 250 groupes

ethniques distincts parlant plus de 500 langues répertoriées à ce jour. Toutefois, aux côtés de l'anglais - langue officielle -, les langues les plus usitées sont le Hausa, l'Yoruba, l'Igbo et la langue peule. La majorité de la population est estimée d'ascendance Hausa-Fulani.

Mais depuis l'indépendance du Nigéria en 1960, les décomptes ethniques et les recensements de la population ont souvent été sujets à [controverse](#) et ont servi d'arme politique pour s'accaparer la manne financière issue du pétrole brut, car le résultat n'a pas été rendu public. En effet, ces recensements sont étroitement liés à la répartition des revenus au sein de la nation¹.

Officiellement, la majorité de la population vit au nord du Nigéria, dans une région aride souffrant de l'avancée du Sahara ; elle est largement analphabète, tirant vers le bas les taux d'alphabétisation du pays. A l'inverse, la majorité des richesses et revenus de la nation est générée par la population du sud du pays, au climat tropical avec une végétation luxuriante et des sols très fertiles, où le taux d'alphabétisation est proche des 100%. Toutefois, des spécialistes de géographie physique et humaine nigériens relativisent ces données. Par ailleurs, dans une économie monétaire et en sous-emploi permanent, dominée par un secteur informel, il est très difficile de pouvoir nourrir une famille nombreuse, contrairement au sud du Nigéria où les populations ont accès aux protéines et vitamines nécessaires qu'ils peuvent trouver dans la brousse ou les forêts en cas de détresse économique.

L'après-élections 2019 constitue un enjeu important pour l'organisation du prochain recensement et de l'évaluation de la structure ethnique du pays. Le président élu, comme son adversaire principal pendant la campagne, ne semble pas vouloir restructurer le *statu quo* de 1966, lorsque les trois régions (Nord, Sud-Ouest et Sud-Est) étaient responsables de leurs propres revenus, dépenses, budget et plan de développement et d'industrialisation. Or, ce refus persistant d'une restructuration fédérale ne fait qu'attiser les velléités d'indépendance de la région de la baie du Biafra et des Yorubas, pour ne citer que les cas les plus médiatisés.

L'après-élections 2019 constitue un enjeu important pour l'organisation du prochain recensement et de l'évaluation de la structure ethnique du pays

*

* *

¹ Bayo Afode, Daily Times. *Revenue allocation on population basis*, 22 March 1977, p. 17 ou Eddy Omolehinwa, University of Lagos, Daily Times. *Rationalising Revenue Allocation in Nigeria*, 19 April 1977, p. 20

Si l'ampleur du score obtenu par le président sortant peut représenter une surprise par rapport à ce que prévoyaient la plupart des experts de la politique nigérienne, le défi demeure grand pour le président réélu afin de sortir ce géant démographique du marasme économique et monétaire actuel.

Un article du Wall Street Journal de juin 2016² a pertinemment mis en exergue le fait que, à la lumière du bilan de ses deux premiers passages à la tête de l'État, Buhari constitue davantage le problème du Nigéria que sa solution puisque le dirigeant recycle indéfiniment des mesures mises en échec dans les années 1980. Mais son principal challenger Atiku Abubakar ne semblait guère incarner une solution plus désirable. D'une manière générale, le pays souffre d'une absence de candidat auquel la nation puisse s'identifier au-delà des fractures ethniques et religieuses.

D'une manière générale, le pays souffre d'une absence de candidat auquel la nation puisse s'identifier au-delà des fractures ethniques et religieuses

En effet, même si Atiku Abubakar était un candidat *pro-business*, un fervent avocat de l'entreprise privée contrairement à Buhari, il a connu des démêlés avec la justice américaine et nigérienne pour des affaires de corruptions. Mais il promettait la restructuration de la Fédération, à laquelle le candidat sortant et ses supporters s'étaient fermement opposés. Cela n'a toutefois pas suffi, ce qui conduit Vincent Hirribaren, historien spécialiste du Nigéria, à affirmer que le résultat reflète davantage la défaite d'Abubakar que la victoire de Buhari.

L'une des priorités du président élu devrait résider dans la fin de la politique monétaire actuelle pour laisser flotter le Naira et attirer les investisseurs. En effet, cette politique du taux de change fixe, dynamique populiste pour aider les plus démunis et les participants au pèlerinage de la Mecque, se réalise à leur détriment et à celui du reste de l'économie réelle et informelle dans un contexte où les cours du pétrole ont une tendance à la baisse. Par ailleurs, le prochain Gouvernement doit revoir la formule de la répartition des revenus et restructurer l'organisation des États fédéraux afin de relancer l'économie et de contenir les velléités d'indépendance des états du Sud du pays.

Enfin, régler la question des nomades-éleveurs peuls à la recherche de pâturages et d'eau pour leurs bêtes dans le sud du pays s'avère primordial pour conserver l'intégrité de la Fédération. En effet, ce conflit, très peu évoqué dans les médias occidentaux obnubilés par la lutte internationale contre l'islamisme, a fait plus de victimes que le mouvement de Boko Haram. Les éleveurs sont entrés en compétition avec les populations autochtones de la région de Jos depuis des décennies à cause de l'avancée de la désertification et de la mauvaise gestion des terres dans le nord du pays. Or, depuis l'ascension au pouvoir de Buhari, les attaques entre les éleveurs et les autochtones agriculteurs se sont

² "Buhari is Nigeria's Problem, Not Its Solution", *Wall Street Journal* (Online), New York, 16 juin 2016.

multipliées dans la région du Middle-Belt, où la population est ethniquement hétérogène. Elles ont également connu un accroissement dans les Etats yoruba de Ondo et de Oyo en janvier 2018, ainsi que dans les Etats du Sud-est sans que le président Buhari ne prenne fermement position ; toutefois, il s'est acharné contre Nnamdi Kanu, l'activiste (nigérian-britannique) pour l'indépendance du Biafra.

Les défis ne manquent donc pas et le Nigéria ne peut se payer le luxe de l'inaction ou des errements du passé.